

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 27 octobre 2021

Objet n° 14 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Axel Bernard, Mme Fatiha El Khattabi, M. Taoufik Ben addi, Mme Fatima Ben Abbou, M. Abdelhakim El Karaoui, Mme Marie Nyssens, M. Hamza BOUKHARI, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les antennes d'émission émettant des radiations non ionisantes dont la fréquence est comprise entre 0,1 MHz et 300 GHz – Exercices d'imposition 2021 à 2025 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 3 et 7 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 1er mars 2007 relative à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les radiations non ionisantes, telle que modifiée à ce jour ;
Vu sa délibération du 21 décembre 2016 votant le règlement-taxe sur les antennes d'émission émettant des radiations non ionisantes dont la fréquence est comprise entre 0,1 MHz et 300 GHz pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2021 ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables sur le territoire de la Commune ;
Considérant que l'absence des éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non-ionisants que génèrent ces antennes n'est pas encore prouvée puisque les résultats d'études épidémiologiques significatives sont toujours attendus, qu'il est par conséquent recommandé de prendre des mesures dissuasives, par précaution ;
Considérant que le choix de la matière taxable se justifie, outre par la capacité contributive particulière des contribuables, par le risque éventuellement néfaste que présentent les antennes ;
Considérant que l'exploitation d'antennes est révélatrice d'une activité économique génératrice de revenus permettant de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur d'activités et qui exploitent des antennes disposent des capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ; que le nombre d'antennes est un critère adéquat pour révéler l'ampleur de l'activité des contribuables visés par le présent règlement (Cass. 20 mai 2016 F.15.0013) ;
Considérant que l'IBPT a octroyé des droits d'utilisation provisoires le 14 juillet 2020 en vue du déploiement de la technologie 5G ;
Considérant que selon l'IBGE, une nouvelle technologie d'antennes devra être mise en place en lien avec la technologie 5G (des « antennes actives ») ; que ces antennes 5G seraient développées progressivement en parallèle avec la 4G existante et intégrée à celle-ci de sorte que des réseaux 4G et 5G cohabiteraient ensemble pendant au moins 5 ans tandis que les anciennes technologies seraient progressivement éteintes (d'abord la 3G et ensuite la 2G) (www.environnement.brussels) ;
Considérant que le Gouvernement bruxellois s'est positionné en faveur du développement d'un réseau 5G ;
Considérant que le Conseil communal entend s'inscrire dans cette politique régionale ;
Considérant que le déploiement du réseau 5G impliquera vraisemblablement l'installation de nouveaux équipements, dont des antennes ;
Considérant que tenant compte de ce déploiement d'un nouveau réseau 5G sur le territoire communal, il y a lieu de revoir, par rapport aux règlements antérieurs, le taux de la taxe ; que la taxe ne peut être un frein au progrès technologique ;
Considérant, pour les mêmes motifs, qu'un montant maximum de plafond doit également être fixé à cet impôt communal ;
Considérant qu'il s'agit également de tenir compte de ce que certaines antennes pourraient être exploitées par plusieurs personnes

physiques ou morales ;

Considérant que la différence de taux repose sur le souci d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale, en tenant compte de la capacité contributive des redevables ;

Considérant que le fait qu'une antenne soit exploitée par plusieurs personnes physiques ou morales est donc bien révélateur d'une plus grande capacité contributive ; qu'il se justifie alors, en cas d'exploitation commune, d'augmenter le taux de la taxe par rapport à une exploitation par une seule et même personne, physique ou morale ;

Considérant que le mécanisme de solidarité entre l'exploitant et le titulaire d'un droit réel repose sur l'idée qu'il existe une communauté d'intérêts entre ces deux personnes ; que la taxe est liée à l'exploitation d'une antenne et qu'il apparaît raisonnable de prévoir le titulaire d'un droit réel comme débiteur solidaire de la taxe ;

Considérant qu'il convient d'exempter les antennes affectées à un service d'utilité publique, c'est-à-dire les services de secours, les forces de l'ordre, la protection civile et les transports en commun, pour autant qu'elles soient utilisées à cette seule et unique fin ;

Considérant qu'il convient d'exonérer les propriétaires d'antennes de radiodiffusion dont l'activité est reconnue par les pouvoirs publics puisqu'ils ont pour but d'offrir des programmes de radio, d'émissions de télévision et d'autres types de programmes et sont chargés de fournir une couverture médiatique la plus large possible pour atteindre le plus grand nombre d'utilisateurs avec une variété de programmes de haute qualité et des informations d'intérêt général ;

Considérant que les réseaux Wi-Fi locaux et les CB n'ont pas un but principalement commercial et qu'il convient de ne pas alourdir d'avantage les charges fiscales respectives de ces utilisateurs ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 octobre 2021 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2021 à 2025, une taxe communale annuelle sur les antennes d'émission émettant des radiations non ionisantes dont la fréquence est comprise entre 0,1 MHz et 300 GHz.

Par antenne d'émission, on entend toute antenne fixée à un point d'émission, mât, pylône qui est soit isolé soit situé à l'intérieur ou sur des bâtiments.

Article 2

La taxe est due la personne physique ou morale qui est titulaire d'un droit réel ou d'un droit d'exploiter l'antenne.

En cas d'exploitation d'une même antenne par plusieurs personnes physiques ou morales, la taxe est due solidairement par tous titulaires conjoints d'un droit d'exploiter.

Lorsque le titulaire d'un droit réel a consenti un droit d'exploitation sur l'antenne, la taxe est due solidairement par celui-ci.

En cas de transfert du droit d'exploiter, la qualité de redevable au 1er janvier de l'exercice d'imposition s'apprécie sur la base de l'acte authentique constatant la date de l'acte de cession du droit d'exploiter.

La taxe est due pour l'année civile entière quelle que soit la date d'installation ou de l'enlèvement de l'antenne au cours de l'exercice.

Article 3

Le taux par antenne est fixé au 1er janvier 2021 à :

- 3.600,00€ si elle est exploitée par une seule et même personne physique ou morale ; (taux 1)

- 7.200,00€ si elle est exploitée par plusieurs personnes physiques ou morales ; (taux 2)

Aucun redevable ne peut cependant être enrôlé pour un montant supérieur à 561.600€. (taux 3)

Ces montants seront majorés au 1er janvier des années suivantes de 2%, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
Taux 1	3.672,00 €	3.745,44 €	3.820,35 €	3.896,76 €
Taux 2	7.344,00 €	7.490,88 €	7.640,70 €	7.793,51 €
Taux 3	572.832,00 €	584.288,64 €	595.974,41 €	607.893,90 €

Article 4

Sont exonérés de la taxe :

- les propriétaires d'antennes émettant des programmes de radiodiffusion ou de télédiffusion analogiques ;
- les infrastructures de télécommunication du réseau ASTRID. ;
- les installations servant notamment dans le cadre de la sécurisation du personnel et de la gestion du réseau de transport public.
- les appareillages particuliers tels que, notamment, les réseaux wifi locaux et les systèmes de téléphonie de type DECT
- les appareils de radiocommunications B27 (CB) conformes à une interface radio belge (Puissance < 4W et ne possédant pas plus de 40 canaux).

Article 5

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant des éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond

pas à la base imposable au 1er janvier de l'année d'imposition, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 6

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 8 à 10 du présent règlement.

Article 7

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 8

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique sur le compte bancaire de la Commune.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 10

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 11

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 12

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 21 décembre 2016.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 27 octobre 2021.

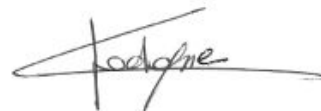
Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 27 oktober 2021****Voorwerp nr 14** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Axel Bernard, Mevr. Fatiha El Khattabi, H. Taoufik Ben addi, Mevr. Fatima Ben Abbou, H. Abdelhakim El Karaoui, Mevr. Marie Nyssens, H. Hamza BOUKHARI, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de antennes die niet-ioniserende stralingen uitzenden met een frequentie tussen 0,1 MHz en 300 GHz - Aanslagjaren 2021 tot 2025 – Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 3 en 7 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 13 april 1919 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 1 maart 2007 betreffende de bescherming van het leefmilieu tegen de eventuele schadelijke effecten en hinder van niet-ioniserende stralingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gezien het raadsbesluit van 21 december 2016 stemmend het belastingreglement op de antennes die niet-ioniserende stralingen uitzenden met een frequentie tussen 0,1 MHz en 300 GHz, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2021;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen op het grondgebied van de Gemeente;

Overwegende dat de afwezigheid van mogelijke schadelijke gevolgen en overlast van de door deze antennes opgewekte niet-ioniserende straling nog niet bewezen is aangezien nog gewacht wordt op de resultaten van significante epidemiologische studies, dat derhalve wordt aanbevolen om bij wijze van voorzorgsmaatregel ontrouwende maatregelen te nemen;

Overwegende dat de keuze van de belastinggrondslag, naast de bijzondere draagkracht van de belastingplichtigen, wordt gerechtvaardigd door het mogelijke schadelijke risico dat de antennes opleveren;

Overwegende dat de uitbating van antennes wijst op een economische activiteit die inkomsten genereert, waardoor kan worden aangenomen dat de natuurlijke of rechtspersonen die in deze sector actief zijn en antennes uitbaten, over de middelen beschikken die hen in staat stelt de belastingen te betalen die hun worden aangerekend; dat het aantal antennes een geschikt criterium is om de omvang van de activiteit van de onder deze verordening vallende belastingplichtigen aan te tonen (Cass. 20 mei 2016 F.15.0013);

Overwegende dat het BIPT op 14 juli 2020 voorlopige gebruiksrechten heeft toegekend voor de uitrol van 5G-technologie;

Overwegende dat volgens het BIM een nieuwe antennetechnologie zal moeten ingevoerd worden in verband met de 5G-technologie ("actieve antennes"); dat deze 5G-antennes geleidelijk aan parallel met het bestaande 4G zouden worden ontwikkeld en daarmee zouden worden geïntegreerd, zodat 4G- en 5G-netwerken gedurende ten minste 5 jaar zouden samengaan, terwijl de oude technologieën geleidelijk zouden worden uitgefaseerd (eerst 3G en dan 2G) (www.leefmilieu.brussels);

Overwegende dat de Brusselse Regering zich heeft uitgesproken voor de ontwikkeling van een 5G-netwerk;

Overwegende dat de Gemeenteraad van plan is deel uit te maken van dit gewestelijk beleid;

Aangezien de uitrol van het 5G-netwerk waarschijnlijk gepaard zal gaan met de installatie van nieuwe apparatuur, waaronder antennes;

Overwegende dat met deze uitrol van een nieuw 5G-netwerk op het grondgebied van de Gemeente, de aanslagvoet moet worden herzien ten opzichte van het vorige belastingreglement; dat de belasting geen rem mag zijn voor de technologische vooruitgang;

Overwegende dat om dezelfde redenen moet ook voor deze gemeentelijke belasting een maximumbedrag worden vastgesteld;
Overwegende dat ook rekening moet worden gehouden met het feit dat bepaalde antennes door verscheidene natuurlijke of rechtspersonen kunnen worden uitgebaat;

Overwegende dat het verschil in aanslagvoeten is gebaseerd op het streven naar een billijke verdeling van de belastingdruk, rekening houdend met de draagkracht van de belastingplichtigen;

Overwegende dat het feit dat een antenne door verschillende natuurlijke of rechtspersonen wordt uitgebaat, dus wijst op een grotere draagkracht; dat het dus gerechtvaardigd is om in geval van gemeenschappelijke uitbating de aanslagvoet te verhogen in vergelijking met uitbating door één en dezelfde natuurlijke of rechtspersoon;

Overwegende dat het solidariteitsmechanisme tussen de uitbater en de houder van een zakelijk recht berust op de idee dat er een belangengemeenschap tussen deze twee personen bestaat; dat de belasting verband houdt met de uitbating van een antenne en het redelijk lijkt te bepalen dat de houder van een zakelijk recht hoofdelijk medeschuldenaar van de belasting is;

Overwegende dat de antennes voor een dienst van openbaar nut, dat wil zeggen, de hulpdiensten, de politie, de civiele bescherming en het openbaar vervoer, voor zover die enkel en alleen daarvoor gebruikt worden, vrijgesteld dienen te worden;

Overwegende dat de eigenaars van antennes waarvan hun activiteit is erkend door de overheid omdat ze streven naar het verstrekken van radioprogramma's, televisieprogramma's en andere soorten programma's en belast zijn om voor een zo groot mogelijk aantal gebruikers media-aandacht aan te bieden met een verscheidenheid aan hoogwaardige programma's en informatie van algemeen belang;

Overwegende het feit dat de lokale wifi-netwerken en CB's geen overwegend commerciële doeleinden hebben en dat er dan ook niet meer belastingdruk bij die respectievelijke gebruikers moeten worden opgelegd;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2021 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2021 tot 2025, een jaarlijkse belasting geheven op de antennes die niet-ioniserende stralingen uitzenden met een frequentie tussen 0,1 MHz en 300 GHz.

Onder antenne moet men verstaan elke antenne bevestigd aan een uitzendpunt, mast, paal die hetzij afgezonderd, hetzij in of op de gebouwen staat.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een zakelijk recht of van een recht om de antenne uit te baten.

Wanneer eenzelfde antenne door verscheidene natuurlijke of rechtspersonen wordt uitgebaat, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door alle medehouders van het uitbatingsrecht.

Wanneer de houder van een zakelijk recht een uitbatingsrecht op de antenne heeft verleend, is de belasting hoofdelijk door hem verschuldigd.

In geval van overdracht van het uitbatingsrecht wordt de hoedanigheid van belastingplichtige op 1 januari van het belastingjaar beoordeeld aan de hand van de notariële akte waarin de datum van de overdracht van het uitbatingsrecht is vastgelegd.

De belasting is verschuldigd voor het volledige kalenderjaar ongeacht de datum van installatie of verwijdering van de antenne in de loop van het aanslagjaar.

Artikel 3

De aanslagvoet per antenne wordt op 1 januari 2021 gevestigd op:

- 3.600,00€ indien uitgebaat door één en dezelfde natuurlijke of rechtspersoon; (voet 1)

- 7.200,00€ indien uitgebaat door meerdere natuurlijke of rechtspersonen; (voet 2)

Geen enkele belastingplichtige kan echter worden ingekohierd voor een bedrag van meer dan 561.600€. (voet 3)

Deze bedragen zullen worden verhoogd op 1 januari van de volgende jaren met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024	Aanslagjaar 2025
Voet 1	3.672,00 €	3.745,44 €	3.820,35 €	3.896,76 €
Voet 2	7.344,00 €	7.490,88 €	7.640,70 €	7.793,51 €
Voet 3	572.832,00 €	584.288,64 €	595.974,41 €	607.893,90 €

Artikel 4

Worden van de belasting vrijgesteld:

- de eigenaars van antennes die worden gebruikt voor het uitzenden van analoge radio- en televisieprogramma's;
- de telecommunicatie-infrastructuren van het netwerk ASTRID.;
- de installaties die voornamelijk gebruikt worden in het kader van de veiligheid van het personeel en het beheer van het openbaar vervoer;
- de apparaten gebruikt door particulieren zoals de lokale wifi-netwerken en de telefoniesystemen van het type DECT
- de B27-radiocommunicatietoestellen (CB) die voldoen aan een Belgische radio-interface (vermogen van minder dan 4 W en met hoogstens 40 kanalen).

Artikel 5

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in

dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand op 1 januari van het aanslagjaar, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur. Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurd voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 6

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 8 tot 10 van dit reglement.

Artikel 7

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenend aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 - In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 8

De belasting zal via een kohier ingevorderd worden en is te voldoen door de belastingschuldige, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente.

Artikel 9

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 10

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 11

§1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 12

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2021 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 21 december 2016.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 27 oktober 2021.

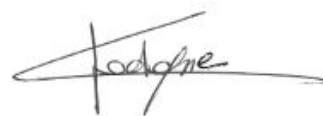
De Gemeentesecretaris,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a smaller 'N' and a trailing flourish.

David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'C' followed by 'Jodogne' and a long horizontal flourish.

Cécile JODOGNE